

Papa, maman, les écrans et moi

SANTÉ Action Innocence fête ses 25 ans. Autant d'années passées en première ligne de l'évolution des nouvelles technologies, et de leur impact sur les jeunes et les enfants. Tiziana Bellucci, directrice de la fondation, détaille ces enjeux

PROPOS RECUEILLIS
PAR SOPHIE GAITZSCH
✉ @s_gaitzsch

La fondation Action Innocence a été créée il y a 25 ans à Genève pour lutter contre «les dérives naissantes d'internet», avec la pédocriminalité en ligne de mire. Son action, qui s'est étoffée au fil du temps, vise désormais aussi à promouvoir un «usage sain et modéré» des écrans. *Le Temps* a rencontré Tiziana Bellucci, sa directrice, pour faire le bilan.

Comment est né le projet Action Innocence? Action Innocence a vu le jour pour lutter contre la pédocriminalité sur internet à l'époque de l'essor des chats et de MSN. Le premier angle d'attaque a été d'effectuer un travail de prévention auprès des enfants pour les protéger des mauvaises rencontres en ligne. Nous avons ensuite développé, avec les polices cantonales puis Fedpol, un logiciel pour détecter les fichiers pédopornographiques sur internet.

La fondation a été en première ligne face au développement des nouvelles technologies. Comment son travail a-t-il évolué? Nous nous sommes adaptés à l'évolution des usages, notamment avec l'arrivée des smartphones et l'essor des réseaux sociaux. La confrontation des enfants à des contenus inadaptés, pornographiques ou violents, l'enjeu de l'e-réputation, le cyberharcèlement, le sexting ou encore les usages excessifs des écrans se sont ajoutés à la liste des risques. Au début des années 2000, les 12-14 ans constituaient notre public cible. Au fil du temps, il est devenu de plus en plus jeune. Aujourd'hui, dès 7 ou 8 ans, les enfants possèdent une console, vont sur internet. Certains ont même déjà leur propre smartphone et sont actifs sur les réseaux sociaux. Se retrouver face à un contenu pornographique, faire de mauvaises rencontres sur internet, cela les concerne déjà.

Comment fait-on pour parler de pornographie ou de contenus violents avec des enfants de 7 ou 8 ans? Nous partons toujours de leur réalité, nous employons leurs mots. Les supports que nous utilisons posent par exemple la question «Je vois des images avec du sexe, que faire?». On leur dit: «Tu t'es posé des questions sur ton corps, tu as voulu chercher des informations, mais sur internet, il y a aussi des choses qui ne sont pas



(CAMILLE JACQUELOT POUR LE TEMPS)

pour toi et que tu as vues. Dans ces cas, il faut éteindre l'écran, quitter la pièce et en parler. C'est important, même si nous savons que c'est difficile car tu as peur de te faire gronder ou que tes parents te retirent ton téléphone.» Nous allons aussi chercher leurs émotions et leur demandons ce qu'ils ressentent lorsqu'ils voient quelque chose de «dégueu» – pour reprendre leur mot. En général, cela ouvre les vannes. Ils nous disent qu'ils ont eu «mal au ventre», que ça les a empêchés de dormir, que les images sont restées dans leur tête. Tout cela permet de leur faire comprendre quand quelque chose ne va pas.

Et avec les adolescents? Ils ont tendance à moins se dévoiler, mais si on s'adapte à leur réalité, ils ont beaucoup à dire et sont contents de s'exprimer. Dans le fond, ils apprécient que les adultes s'intéressent à ce qu'ils font sur internet. C'est ce que nous ne cessons de répéter: avec les jeunes, ce qui marche vraiment, c'est de s'intéresser à leurs pratiques numériques. A quels jeux vidéo ils jouent, avec qui, ce qu'ils font sur

les réseaux sociaux... Cela permet de créer la discussion et, en tant que parent, de partager ses préoccupations.

La présence de prédateurs sur internet est-elle toujours un enjeu? Oui, cela reste une réalité, avec le risque d'une rencontre réelle, mais surtout celui de la transmission d'images. Des adultes entrent en contact avec des enfants pour créer une relation d'amitié d'abord, puis amoureuse. Ils les mettent en confiance, jusqu'à l'envoi de photos ou de vidéos à caractère sexuel, une stratégie appelée «grooming».

Aujourd'hui, une grande partie de votre action porte sur l'usage excessif des écrans. Pourquoi? C'est à notre sens un des principaux dangers liés aux nouvelles technologies, dès la petite enfance. Chez les tout-petits, la question de la technoférence – le fait que les parents, absorbés par leur smartphone, ne parviennent plus à répondre aux besoins de leur bébé – occupe une place centrale. Dans nos campagnes, nous nous adressons déjà aux futurs parents. Chez les plus grands, nous travaillons beaucoup sur la

gestion des écrans, la place que cela prend dans leur vie et comment cela évince des activités alternatives nécessaires au bon développement.

De nombreux acteurs font de la prévention autour de cette problématique. Certains messages sont martelés, avec le risque de ne plus être entendus. Comment rester pertinent? Aujourd'hui, beaucoup de ces messages sont trop génériques. Pour continuer d'être écoutés, nous cherchons à faire écho à la réalité des enfants et à répondre à leurs véritables besoins, et non aux peurs des adultes.

Quels sont ces besoins? Les enfants ont besoin d'être accompagnés et rassurés. Aujourd'hui, ils disent que leurs parents sont trop accaparés par les écrans et ne les écoutent plus. On a beaucoup stigmatisé les ados, alors que tout le monde est concerné. Ils disent «vous nous pointez du doigt, mais vous?» Aujourd'hui, il faut mener une réflexion avec tous les membres de la famille, l'école, la société en général et se demander quand les écrans sont utiles et quand on peut s'en passer.



«Les enfants disent que leurs parents sont trop accaparés par les écrans et ne les écoutent plus»

Depuis 2016, Action Innocence est également active dans le champ de la recherche, en mandatant et en finançant des études. Pourquoi ce choix? En suivant l'évolution des usages, nous avons constaté qu'il y avait un important manque de données, surtout de données suisses, sur l'impact et l'utilisation des écrans chez les enfants

en âge préscolaire. Et lorsque nous présentions des données étrangères à nos interlocuteurs, elles étaient souvent balayées au prétexte que «ce n'est pas chez nous».

Quels sont les principaux résultats des travaux menés jusqu'ici? Une des recherches, sur l'usage des écrans des jeunes enfants pendant le covid, a par exemple mis en lumière que ceux exposés plus longtemps avaient un meilleur langage, ce qui allait à l'encontre des hypothèses formulées initialement. Une analyse plus fine a montré que cela était le résultat du covisionnage avec un parent qui commentait les images.

Disposer de ce type d'informations, pourquoi est-ce important? Cela permet d'apporter de la nuance. Présenter ce «oui, mais» est nécessaire pour accompagner les parents et éviter qu'ils ne se détournent, comme ils le font face aux messages alarmistes qui se limitent à leur dire que les écrans sont néfastes. Ils ont des contraintes, sont en télétravail, doivent préparer les repas: oui, ils mettent leur enfant devant une tablette, ils ne peuvent parfois pas faire autrement. Notre approche consiste à «faire avec» plutôt que «lutter contre». Nous tenons aussi compte des facteurs socio-économiques, de l'environnement dans lequel évoluent les gens. On ne peut pas s'adresser de la même manière à une famille qui vit dans une grande maison avec jardin et à une famille monoparentale qui vit dans un tout petit appartement.

Vous financez depuis 2020 une vaste étude menée à l'Université de Genève sur l'impact des écrans chez les enfants en bas âge, dont les résultats sont très attendus. Que pouvez-vous en dire? Ces travaux auxquels ont participé 900 familles dans tout le pays montrent que certains comportements apparus durant le confinement ont perduré. Ainsi, l'exposition directe aux écrans des tout-petits avec l'autorisation des parents commence autour de 13 mois, et pour l'ensemble du groupe d'âge analysé, soit 6 mois à 3 ans, elle atteint en moyenne 30 à 45 minutes par jour. L'exposition indirecte – on parle ici du téléphone utilisé par un parent en présence de son jeune enfant et qui crée une coupure interactionnelle, de la télévision en bruit de fond, etc. – atteint 1h30 à 2 heures par jour. C'est tout ce que nous pouvons dévoiler à ce stade. Les résultats complets seront publiés en décembre. ■